

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES
PYRÉNÉES ATLANTIQUES
COMMUNE DE
MOUGUERRE

Date de la convocation :

Jeudi 22 mai 2014

Date d'affichage :

Jeudi 22 mai 2014

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
27	27	26

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE MOUGUERRE DU MERCREDI 28 MAI 2014
L'an deux mille quatorze, et le vingt huit du mois de mai, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Roland HIRIGOYEN, Maire.

Elu(e)s présent(e)s : Monsieur HIRIGOYEN, Maire, Mesdames ALDAY, BOQUET, CAMINO, CAZAUX, ETCHEGOIN, GASQUET, HIRIGOYEN, LAFITTE, PICARD, SERRES et VERDOT, et Messieurs CURUTCHET, EYHARTS, FEVRIER, GODIN, HARAN, HOLUB, MICHELENA, PAILLAUGUE, PRAT et URRUTY.

Absent(e)s ayant donné procuration : Madame BASSI-MOUNET à Madame ALDAY, Madame DA ROCHA SANTOS à Monsieur HOLUB, Monsieur NOBLIA à Madame GASQUET et Monsieur OLCOMENDY à Madame ETCHEGOIN.

Absent(e)s excusé(e)s : Monsieur JEANNEAU.

Secrétaire de séance : Madame SERRES.

Objet de la 2^{ème} délibération :

MODIFICATION DU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Classification : 7-2-2

Acte rendu exécutoire après dépôt au contrôle de légalité le 30 mai 2014 et publication ou notification du 30 mai 2014

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération en date du 20 octobre 2011, les taux de la taxe d'aménagement ont été fixés de la manière suivante :

- 4% en zone UA, UB, UT, UY et AU du PLU ;
- 3.5 % en zone UD du PLU ;
- 2% en zone A et N du PLU.

Il précise que ce taux peut être modifié chaque année par une délibération intervenant au plus tard le 30 novembre pour une application au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Il propose donc de porter le taux de la taxe d'aménagement à 5 % de manière uniforme sur l'ensemble du territoire de la commune couvert par le Plan Local d'Urbanisme.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

FIXE à compter du 1^{er} janvier 2015, le taux de la taxe d'aménagement à 5 % sur l'ensemble du territoire communal couvert par le Plan Local d'Urbanisme.

PRECISE que la présente délibération est valable un an, reconductible tacitement d'année en année en l'absence de nouvelle délibération.

UNANIMITE

ARRIVE LE :

Et ont signé au registre les membres présents, fait et délibéré les jour, mois et an que dessus, pour extrait conforme.

Pour action :

Maire / Paillaugu / Villain

Pour information :



Le Maire, Roland Hirigoyen.

Date de la convocation :
Vendredi 14 octobre 2011
Date d'affichage
Vendredi 14 octobre 2011

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
27	27	25

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE MOUGUERRE DU JEUDI 20 OCTOBRE 2011

L'an deux mille onze, et le vingt du mois d'octobre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Roland HIRIGOYEN, Maire.

Elu(e)s présent(e)s : Monsieur HIRIGOYEN, Maire, Mesdames CAZAUX, LAFITTE, LORGEUX, MARC, PICARD, POMADERE et VERDOT, et Messieurs FEVRIER, EYHARTS, GARBAY, HARAN, HOLUB, JOLIBOIS MICHELENA, NOBLIA, PAILLAUGUE, POIGNAVENT, PRAT, ROMATET et URRUTY.

Absent(e)s) ayant donné procuration : Madame HIRIGOYEN à Monsieur MICHELENA, Madame GASQUET à Monsieur URRUTY, Madame SANGLAR-GOUX à Monsieur PAILLAUGUE, Monsieur ZENONI à Monsieur EYHARTS.

Absent(e)s) excusé(e)s) : Mesdames CAMINO et LARRODE.

Secrétaire de séance : Madame CAZAUX.

Objet de la 3^{ème} délibération :

APPLICATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous Préfecture le 22 novembre 2011 et publication ou notification du 22 novembre 2011

ANNULE ET REMPLACE LA PRECEDENTE VERSION

(déposée en Sous-préfecture et publiée le 24 octobre 2011)

Le Maire expose à l'assemblée que la loi de finances rectificative pour 2010 a modifié le Code de l'urbanisme et a notamment remplacé, à compter du 1^{er} mars 2012, la taxe locale d'équipement par la taxe d'aménagement.

L'article L. 331-2 du Code de l'Urbanisme précise que la taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme ce qui est le cas de la commune depuis 2005 mais qu'il appartient au conseil municipal d'en fixer le taux et de préciser d'éventuelles exonérations.

Le Maire explique que les opérations d'aménagement et les opérations de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation entrent dans le champ d'application de la taxe, laquelle est due par le bénéficiaire de l'autorisation.

La base d'imposition est déterminée de deux manières selon qu'il s'agit d'une construction ou d'une installation ou aménagement.

Pour les constructions, l'assiette de la taxe est déterminée par la valeur, par mètre carré, de la surface de construction¹. Cette valeur est fixée à 660 euros par m² en 2011. Elle sera révisée chaque année par arrêté ministériel.

Bénéficient d'un abattement de 50 % :

- les logements sociaux (locaux à usage d'habitation et hébergements) : ceux qui bénéficient d'un taux réduit de TVA,
- les locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes : les 100 premiers m² étant précisé que cet abattement n'est pas cumulable avec le premier.
- les locaux à usage industriel ou artisanal et leurs annexes, les entrepôts et hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et les parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale.

Pour les installations et aménagements, l'assiette est déterminée forfaitairement :

- pour les emplacements de tentes, caravanes et résidences mobiles de loisirs : 3 000 euros par emplacement,
- pour les emplacements des habitations légères de loisirs : 10 000 euros par emplacement,
- pour les piscines : 200 euros par m²,
- pour les éoliennes de plus de 12 m : 3 000 euros par éolienne,
- pour les panneaux photovoltaïques au sol : 10 euros par m²,
- pour certaines aires de stationnement : 2 000 euros par emplacement pouvant être majoré à 5 000 euros par délibération.

¹ Somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du mur intérieur des façades du bâtiment, déduction faite des vides et trémies

A cette base d'imposition est appliqué un taux qui est déterminé par le conseil municipal. Il est compris entre 1 et 5 % et peut être uniforme ou différencié en fonction des aménagements à réaliser ou des secteurs de la commune définis par un document graphique annexé au PLU ou au POS. La délibération est valable 1 an et est reconduite de plein droit en l'absence de nouvelle délibération.

Dans certains secteurs de la Commune, le taux de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % par délibération motivée, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire par l'importance des constructions nouvelles. Dans ce cas de figure, la PRE, la PVR et la participation pour la réalisation de stationnements ne peuvent être appliquées.

Le Maire rappelle que la Commune perçoit actuellement la taxe locale d'équipement au taux de 3 %.

Il propose à l'assemblée de voter les taux suivants pour la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire de la commune couvert par le Plan Local d'Urbanisme :

- 4% en zone UA, UB, UT, UY et AU du PLU ;
- 3.5 % en zone UD du PLU ;
- 2% en zone A et N du PLU.

Le Maire expose que le conseil peut exonérer de la taxe d'aménagement 50% de la surface excédant 100 m² pour les constructions à usage de résidence principale financés à l'aide du prêt à taux zéro renforcé (PTZ +)

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

FIXE les taux de taxe d'aménagement suivants sur l'ensemble du territoire de la commune couvert par le Plan Local d'Urbanisme :

- un taux de 4 % applicable sur les zones UA, UB, UT, UY et AU du PLU ;
- un taux de 3.5 % applicable sur les zones UD du PLU ;
- un taux de 2 % applicable sur les zones A et N du PLU.

EXONERE 50% de la surface excédant 100 m² pour les constructions à usage de résidence principale financés à l'aide du prêt à taux zéro renforcé (PTZ +) et qui ne bénéficient pas de l'abattement de 50 % au titre du logement social.

PRECISE que la présente délibération est valable un an, reconductible tacitement d'année en année en l'absence de nouvelle délibération.

VOIX POUR : 23

ABSTENTIONS : 2 Madame **LORGEUX**
et Monsieur **POIGNAVENT**

CONTRE : 0

Et ont signé au registre les membres présents, fait et délibéré les jour, mois et an que dessus, pour extrait conforme,

